

Zoom sur ...

... la nouvelle stratégie de la Banque mondiale sur la prévention des conflits et les partenariats pour la paix et la sécurité en Afrique

A l'issue du conseil d'administration qui s'est tenu le 27 février à Washington, l'institution internationale a dévoilé sa stratégie « [Fragilité, conflits et violence 2020-2025](#) ». Il s'agit de **la première stratégie quinquennale de réduction de la pauvreté dans les pays fragiles** explicitement formulée par la Banque mondiale, même si le groupe y a travaillé dans le passé. **7 pays d'Afrique de l'Ouest** figurent dans [la liste 2020 des pays caractérisés par la fragilité, les conflits et la violence](#) (FCV) : le Burkina Faso, le Mali, le Niger et le Nigéria, classés dans la catégorie « conflit à intensité moyenne » (lié à **l'insécurité croissante dans la région du Sahel et dans le bassin du lac Tchad**) ; la Gambie, la Guinée-Bissau et le Libéria, classés dans la catégorie « forte fragilité institutionnelle et sociale ». A noter que **la Côte d'Ivoire et le Togo sortent du classement**, tandis que le Burkina Faso, le Niger et le Nigéria y font leur entrée.

❖ L'extrême pauvreté à l'échelle mondiale se concentre de plus en plus dans les pays FCV

En repli partout dans d'autres zones, le taux d'extrême pauvreté continue d'augmenter dans les pays FCV, qui pourraient abriter plus de **la moitié des personnes extrêmement pauvres d'ici 2030** – alors qu'ils ne concentrent que 10 % de la population mondiale. Les changements climatique et [démographique](#), la migration, les transformations technologiques, les flux financiers illicites et l'extrémisme violent – souvent liés et transcendant les frontières – sont les principaux facteurs à risque identifiés par l'institution internationale.

Dans la région du Sahel, confrontée depuis plusieurs mois à la progression de groupes djihadistes du Nord du Mali vers le Niger et le Burkina Faso, **les personnes déplacées sont les premières exposées à la pauvreté**, mais aussi à l'insuffisance alimentaire et à la privation de l'accès à l'éducation et à la santé. Leur nombre aurait décuplé en un an [selon l'ONU](#), **dépassant le million** – dont [plus de 750 000](#), rien qu'au Burkina Faso. Même non déplacées, les populations locales sont sensiblement touchées : au

Niger, [l'UNICEF](#) estime ainsi que près de 3 millions de personnes (pour un pays de [23,3 millions d'habitants](#)) ont besoin d'aide humanitaire.

❖ La Banque mondiale dispose de plusieurs canaux de financement dédiés à ces pays fragiles

L'institution internationale entend **s'attaquer à la prévention des conflits** plutôt que de se concentrer uniquement sur le relèvement de situations de crise. Elle mettra un accent particulier sur 6 questions prioritaires : (i) investir dans le **capital humain** ; (ii) soutenir la stabilité macroéconomique et la soutenabilité de la dette ; (iii) **créer des emplois et des opportunités économiques** ; (iv) renforcer la résilience et la préparation des communautés, notamment face aux impacts du **changement climatique** et de la dégradation de l'environnement ; (v) s'engager dans la justice et l'état de droit ; et (vi) élaborer des approches longues pour traiter la problématique de la sécurité.

Dotée de cette nouvelle stratégie, elle dispose de plusieurs instruments financiers, déjà existants et annoncés :

- la 19^{ème} reconstitution des ressources de l'Association internationale de développement ([IDA19](#), dont 74 pays peuvent bénéficier), qui prévoit **une enveloppe de 18,7 Mds USD en faveur des pays FCV** – en hausse de 27% par rapport à l'exercice IDA18 – et qui s'étend de juillet 2020 à juin 2023 ;
- [un dispositif](#) doté de **2,2 Mds USD supplémentaires**, dans le cadre de l'IDA19, pour **soutenir les réfugiés** et les communautés d'accueil ;
- la Société financière internationale (IFC), dédiée au secteur privé, qui s'est engagée à porter sa part des engagements en matière d'investissement dans les pays FCV à 40% depuis 2010 ;
- le Mécanisme mondial de financement concessionnel (GCFF), dont le portefeuille dans les pays FCV n'a cessé d'augmenter depuis 2013 et qui s'élevait à 2 Mds USD en 2019.

Au Sahel, la Banque mondiale devrait ainsi investir plus de **7 Mds USD au cours des trois prochaines années**.

A noter que ces annonces interviennent quelques jours après la publication [hautement commentée](#) d'un [papier de recherche](#) par le groupe sur le **détournement de l'aide publique au développement**, en partie redirigée vers les **paradis fiscaux**. Le taux de fuite est estimé à 7,5%. Il serait particulièrement important dans [les pays considérés comme les plus corrompus](#), et principalement le fait de dirigeants politiques et des élites économiques. La Suisse, le Luxembourg, les îles Caïmans et Singapour sont identifiées comme les principales destinations de ces transferts d'argent douteux.

❖ **Le contexte de cette publication est marqué par l'épidémie COVID-19**

La Banque mondiale a également annoncé cette semaine [la création d'une enveloppe de 12 Mds USD](#) destinée à la **lutte contre le coronavirus**. Ce nouveau mécanisme vise à aider **les pays en développement à renforcer leurs systèmes sanitaires**, notamment par l'amélioration de l'accès aux services de santé dans le but de protéger les populations de l'épidémie, le renforcement de la surveillance de la maladie, l'intensification des interventions de santé publique et la collaboration avec le secteur privé afin de minimiser les répercussions de l'épidémie sur les économies. Le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé mettre à disposition [50 Mds USD par le biais de ses facilités de financement d'urgence à déboursement rapide](#), **pour les pays à faible revenu et les pays émergents qui**

pourraient éventuellement demander un soutien. Sur cette somme, 10 Mds USD seront disponibles à un taux d'intérêt nul pour les membres les plus pauvres, par le biais de la facilité de crédit rapide.

A noter que la Banque mondiale et le FMI ont décidé d'adopter [un format virtuel](#) pour leurs **réunions de printemps 2020**, afin d'éviter la propagation du virus. Les deux institutions ont également organisé une conférence de presse conjointe, le 4 mars, lors de laquelle elles ont évoqué l'impact de l'épidémie sur l'économie mondiale. Sans dévoiler de chiffres précis, elles ont d'ores et déjà annoncé se préparer à **une forte révision à la baisse de leurs prévisions initiales sur la croissance mondiale en 2020 (espérée à 3,3% en janvier par le FMI)**, qui pourrait être inférieure à celle de l'année 2019 (à 2,9%). Le FMI publiera de nouvelles prévisions mi-avril, lors des réunions de printemps. A ce jour, seuls **6 cas ont été confirmés en Afrique de l'Ouest** : 4 au Sénégal, 1 au Nigéria et 1 au Togo.



ACTUALITE REGIONALE

L'Africa CEO Forum, initialement prévu les 9 et 10 mars, reporté à une date ultérieure

La 8^{ème} édition de l'Africa CEO Forum, initialement prévue les 9 et 10 mars 2020 et qui devait accueillir 5 Chefs d'Etat africains (dont les Présidents ivoirien, sénégalais et nigérien), [a finalement été suspendue](#) en raison de l'épidémie du virus COVID-19. Aucune date de report n'a pour l'instant été annoncée. Pour rappel, l'Africa CEO Forum est un événement dédié au secteur privé africain, initié en 2012 et organisé par le groupe média Jeune Afrique. Il avait accueilli 1800 visiteurs originaires de 70 pays lors de sa précédente édition en 2019.

Réception des premiers matériels destinés à la construction du pipeline Niger-Bénin

Le ministre béninois de l'Eau et des Mines et celui des Infrastructures et des Transports se sont rendus, le 27 février 2020, au Port Autonome de Cotonou pour constater [l'arrivée des premiers conteneurs de matériels destinés à l'exécution des travaux du projet de pipeline Export Niger-Bénin](#). Cette première livraison est composée de 164 kilomètres de tuyauterie et de divers matériaux. Au total, 500 000 tonnes de matériels, permettant de construire un pipeline long d'environ 2 000 km, seront réceptionnées au Port Autonome de Cotonou pour le compte du projet. Le lancement des travaux, initialement prévu en janvier, est retardé notamment en raison de l'épidémie de Coronavirus. A partir de 2022, le pipeline devrait permettre au Niger

d'augmenter sa production de pétrole, qui pourrait être portée jusqu'à plus de 100 000 barils par jour, contre 20 000 aujourd'hui.

BENIN

Le Bénin devient le premier pays à conclure une Convention-cadre avec Bpifrance Financement et signe un contrat de crédit de 20,6 M EUR destiné à l'éclairage public

Le Ministre de l'Economie et des Finances, Romuald Wadagni, a signé le 24 février 2020 [une Convention-cadre avec Bpifrance Financement](#), qui vise à faciliter la mise en place de financements bilatéraux entre le Bénin et BpiFrance en définissant le cadre juridique dans lequel s'inséreront les futurs contrats de crédit. Il s'agit du premier accord de ce type signé par la banque publique d'investissement français. Sa conclusion a donné lieu à la signature d'un premier contrat de crédit pour un montant de 20,6 M EUR. Les fonds levés permettront le financement d'équipements d'éclairage publics fournis par l'entreprise française Fonroche Lighting. L'opération vise à installer 15 000 lampadaires photovoltaïques pour l'éclairage public de voiries dans 9 agglomérations, dont Porto-Novo, Cotonou, Abomey-Calavi et Sèmè-Pdoji, dans le cadre du projet Asphaltage.

La Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO octroie 21 M USD pour l'électrification d'infrastructures communautaires

Le gouvernement du Bénin et la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO (BIDC) ont convenu, le 5 mars, [d'un accord de prêt de 21 M USD pour le financement de l'électrification](#) de 750 infrastructures communautaires. Ce vaste projet sera implémenté dans 11 départements (sur les 12 que compte le Bénin). Au total, 336 centres de santé, 184 centres et postes de sécurité, 230 collèges d'enseignement général seront reliés à des ouvrages à énergie solaire. Pour rappel, la CEDEAO a pour ambition d'atteindre un taux 'électrification moyen de 92% dans l'espace communautaire d'ici 2035.

Journée de mobilisation de financement pour la filière riz au Bénin

[Le Fonds National de Développement Agricole \(FNDA\) a organisé, le 3 mars 2020 à Cotonou, une journée de mobilisation du financement pour la filière riz au Bénin](#). Ciblée par le gouvernement comme étant l'une des filières à forte valeur ajoutée (après le coton, l'anacarde, l'ananas, le manioc et le maïs), la filière riz est dotée d'un programme national de développement sur la période 2018-2021. Selon le Directeur Général du FNDA, l'objectif est d'atteindre une production de 1 M tonnes de riz d'ici 2022, contre environ 300 000 tonnes aujourd'hui. Cette journée a regroupé les acteurs étatiques et privés de la filière riz, les représentants des Institutions financières internationales, des banques et autres établissements financiers.

BURKINA FASO

Clarification du ministre de l'Economie, des Finances et du Développement sur la dette fournisseur

Le ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, Lassané Kaboré, a participé, à l'invitation du Club des hommes d'affaires franco-burkinabé, à un [dîner-débat sur le thème « La Loi des Finances 2020 et la problématique de la dette Intérieure » le 27 février 2020, à Ouagadougou](#). Selon ses déclarations, sur un montant estimé à 60 Mds FCFA (91,5 M EUR), seuls 12 Mds FCFA (18,3 M EUR) de la dette fournisseur serait « régulière » c'est-à-dire répondraient aux exigences de la comptabilité publique (mise en concurrence par un marché public, fourniture des pièces comptables....) et donc pourrait être payée, et environ 48 Mds FCFA (73,2 M EUR) serait « irrégulière ». Ses propos se sont appuyés sur l'audit réalisé par l'Autorité supérieure de contrôle de l'Etat et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) en 2016. Selon le ministre, un schéma d'apurement de la dette fournisseur « irrégulière » sera mis en place en 2020 sur la base d'une recherche de justificatifs. Cependant, environ 30 Mds FCFA de cette dette pourraient ne pas être justifiés. Le ministre a exhorté les directeurs financiers des ministères et les fournisseurs de l'Etat à respecter les procédures et prévoit de sévir contre la mauvaise gouvernance.

Mise en œuvre contestée de l'impôt sur les traitements et salaires (IUTS) des fonctionnaires

La mise en œuvre effective à partir du 1^{er} février 2020, des dispositions de la loi de finances 2020, qui prévoient l'application de l'IUTS sur les indemnités de logement, de transport et de fonction perçues par les fonctionnaires, rencontre une contestation très vive de ces derniers. Les trois syndicats des magistrats (SAMAB, SNM, SMB) ont organisé des actions de protestation dès le 21 février. La Confédération générale du travail du Burkina (CGT-B), qui regroupe 12 syndicats nationaux et 70 syndicats d'entreprises, a rassemblé quant à elle ses membres à la Bourse du travail le 3 mars, et prévoit notamment [d'organiser une marche sur l'ensemble du territoire le 7 mars et une grève générale du 16 au 20 mars 2020](#). Selon diverses estimations, l'IUTS appliqué au secteur public pourrait représenter entre 0,4 et 1,3% des recettes fiscales (qui sont estimées à 1 701 Mds FCFA (2,6 Mds EUR).

Prélèvements à l'exportation, mécontentement des interprofessions sésame-karité-mangué-anacarde

[Les interprofessions des filières sésame, karité, anacarde et mangué ont animé une conférence de presse le 25 février 2020](#) pour affirmer leur mécontentement au sujet du non-reversement des prélèvements sur les exportations opérés par le ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat depuis 2017. Elles réclament la rétrocession effective d'une partie de ces prélèvements, notamment de la Contribution forfaitaire obligatoire, qui est perçue à leur profit pour la réalisation des activités de promotion et de développement de leurs filières (loi adoptée en octobre 2012). Selon ces acteurs, les ressources prélevées peuvent être estimées à 7 Mds FCFA (10,6 M EUR) pour les seules filières anacarde et sésame. Les interprofessions craignent de ne jamais recouvrer leur dû précédemment récolté et d'être reléguées en arrière-plan, avec l'initiation par l'Etat d'un avant-projet de loi pour la mise en place une autorité de régulation des filières porteuses.

CAP-VERT

Nouveau record de touristes en 2019 avec près de 820 000 clients enregistrés dans l'hôtellerie

Selon l'Institut national de la statistique (INE), [le nombre de touristes au Cap-Vert a augmenté de 7% en 2019 par rapport à 2018](#), atteignant un nouveau record historique de 819 318 clients dans les hôtels capverdiens. Sur la même période, les nuitées ont augmenté de 3,7% pour s'établir à plus de 5,1 millions. Le Royaume-Uni reste le premier pays de provenance des touristes, avec 24% du nombre total d'entrées, suivi de l'Allemagne (11,3%) et de la France (10,4%). L'île de Sal a accueilli 45,5% du total des inscriptions, suivie de l'île de Boa Vista (29,4%) et de Santiago (11,7%).

Standard & Poor's maintient la note B du Cap-Vert avec une perspective stable

[L'agence de notation financière Standard & Poor's \(S&P\) a maintenu la note du Cap-Vert à « B », avec une perspective stable](#), tout en anticipant une croissance économique solide. La note pourrait s'améliorer si les autorités parviennent à maintenir la discipline budgétaire et à ramener de manière crédible le stock de la dette sur une trajectoire clairement descendante à moyen terme et à amortir les effets négatifs des finances des entreprises publiques. S&P prévoit une croissance de 4,8% en 2020, 5,1% en 2021 et 5% les deux années suivantes et une dette publique à 113,6% du PIB en 2020, 109,4% en 2021 puis 105,2% en 2022 et 100,9% en 2023.

COTE D'IVOIRE

Le Président Alassane Ouattara ne sera pas candidat à sa réélection en octobre prochain

Le Président ivoirien, au pouvoir depuis deux mandats, a annoncé le 5 mars lors d'un discours devant les sénateurs et députés réunis en Congrès à Yamoussoukro, qu'il ne serait pas candidat à l'élection présidentielle, prévue le 31 octobre prochain. Par ailleurs, le processus de révision de la Constitution a été enclenché, avec l'organisation d'un Conseil des ministres extraordinaire le 6 mars, avec pour ordre du jour unique ce projet de loi de révision. Celle-ci devrait notamment prévoir [la disparition du « ticket présidentiel »](#) et son remplacement par une nomination du Vice-Président après élection avec l'accord du Parlement. Les

parlementaires devraient étudier le projet de loi dès le 9 mars. Le texte doit être adopté aux deux tiers par les deux Chambres. Le gouvernement prévoit ensuite la promulgation du texte et sa publication au Journal officiel le 18 mars.

L'interopérabilité des services financiers numériques prévus en 2020

Dans le cadre de sa Stratégie Nationale d'Inclusion Financière (SNIF), le gouvernement a annoncé, [à l'issu du Conseil des ministres le 4 mars](#), que l'interopérabilité des services financiers numériques devrait être mise en place en 2020 – conformément à la stratégie régionale d'inclusion financière pilotée par la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), qui prévoit la création d'une plateforme régionale d'échanges entre tous les types de comptes. L'interopérabilité des services financiers numériques, notamment le mobile money et le mobile banking, permettra à tout client d'envoyer de l'argent à des destinataires affiliés à un autre fournisseur de service. Le gouvernement a également annoncé que l'accès et l'exploitation des Données de Services Supplémentaires non Structurées (code USSD en anglais) des opérateurs de téléphonie mobile seront ouverts aux autres acteurs du secteur financier, en vue de réduire les coûts des services qui y sont liés.

Evaluation de l'état de préparation du pays au commerce électronique

[La Côte d'Ivoire a établi un partenariat avec la CNUCED et l'Allemagne pour évaluer son état de préparation au commerce électronique](#). Ainsi, une mission d'évaluation dirigée par la CNUCED en collaboration avec l'Union postale universelle, le Centre du commerce international et Consumers International (Fédération mondiale des associations de protection des consommateurs) a été effectuée du 2 au 6 mars à Abidjan. Financée par le gouvernement allemand, l'évaluation vise à identifier les opportunités, les défis et les actions nécessaires pour améliorer l'écosystème du commerce électronique dans le pays. Cet exercice se fera en collaboration avec le ministère ivoirien du commerce et de l'industrie et celui des postes et de l'économie numérique, qui ont déjà identifié certains goulets d'étranglement liés à la logistique commerciale, à la protection des données et au développement des compétences en TIC.

Accord de coopération conclu entre les Caisses de dépôts françaises et ivoiriennes

Le Directeur général du groupe français Caisse des Dépôts a réalisé une visite de travail de 3 jours à Abidjan à l'invitation de son homologue ivoirien. Cette visite a été marquée par [la signature d'un contrat de coopération entre les deux entités](#) afin que la CDC française appuie techniquement le développement de la CDC-CI.

Lancement du projet pilote de prévisions des précipitations par la Sodexam

La Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique (Sodexam) a procédé [au lancement du projet baptisé VIGICLIMM](#), visant à déployer, sur l'ensemble du Grand Abidjan, une solution innovante de mesure et de prévision des précipitations. En réponse à l'enjeu majeur que constituent les risques hydrométéorologiques, les entreprises françaises Météo France International et HD Rain vont mettre en place un système d'accès à la prévision des précipitations via une mesure de l'atténuation du signal TV reçu par des paraboles installées au sol. Le projet est financé par le fonds FASEP de la direction générale du trésor du ministère de l'Économie et des Finances français, dans le cadre de l'appel à projet lancé pour la préparation du Sommet Afrique-France 2020 sur la ville durable, à hauteur de près de 500 000 EUR.

3^{ème} forum d'affaires Inde – Côte d'Ivoire à Abidjan

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a présidé le 2 mars 2020 la cérémonie d'ouverture du [3^{ème} Forum d'affaires Inde-Côte d'Ivoire](#), qui s'est tenu à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire au Plateau. Lors de ce forum, 15 entreprises ont annoncé leur souhait de s'installer

dans le pays dans divers secteurs (transformation produits agricoles, industrie manufacturière, énergies renouvelables, TIC). Ce forum intervient un mois après l'ouverture de la chambre de commerce indo-ivoirienne à Abidjan. Selon les statistiques du Commerce extérieur en 2018, les échanges commerciaux entre l'Inde et la Côte d'Ivoire ont atteint 569 Mds FCFA (862 M EUR), en hausse de +24,5% par rapport à l'année 2017. L'Inde était ainsi le 8^{ème} client et le 4^{ème} fournisseur de la Côte d'Ivoire.

Signature d'un accord pour la mise en œuvre du projet Abidjan transport

Le ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme et la directrice générale du Millennium challenge corporation Côte d'Ivoire (MCA-CI) ont signé [un accord dans le cadre de la mise en œuvre du projet Abidjan transport \(ATP\)](#). Le projet ATP, d'un budget total d'environ 1,8 Mds FCFA (2,8 M EUR), vise à réduire les coûts d'exploitation des véhicules et les temps de déplacements le long des segments de routes ciblées (les boulevards de Vridi, du port, de la paix et VGE) tout en améliorant la mobilité et la sécurité des piétons et des véhicules.

Nomination d'un nouvel Ambassadeur de Côte d'Ivoire en France

[Le Conseil des ministres du 4 mars 2020](#) a donné son accord en vue de la nomination de Maurice Kouakou Bandama en qualité d'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la République de Côte d'Ivoire près la République française, avec résidence à Paris. Maurice Bandama était ministre de la Culture et de la Francophonie depuis près de 9 ans dans les différents gouvernements du Président Alassane Ouattara.

GAMBIE

Lancement d'un projet d'accès à l'électricité financé par la BAfD

Le Ministère des Finances et des Affaires économiques, en collaboration avec la Compagnie nationale des eaux et de l'électricité (NAWEC), a lancé un projet d'accès à l'électricité d'un montant total de 17 M USD (15 M EUR), [financé par la Banque africaine de développement \(BAfD\)](#). Les premiers bénéficiaires du projet seront les ménages, les PME, les écoles, les centres de santé et les institutions publiques. Environ 16 000 personnes sont concernées. L'objectif est de favoriser un accès à l'électricité fiable et abordable. Le projet, d'une durée de 4 ans, prévoit la construction de lignes à basse et moyenne tensions, l'installation de transformateurs et le raccordement des ménages dans les régions de Lower River, North Bank, Central River et West Coast.

GUINEE

Report du double scrutin législatif et référendaire

Initialement prévu le 1^{er} mars 2020, le Président de la Guinée a annoncé le report du double scrutin des élections législatives et du référendum deux jours avant leur tenue. Ainsi, dans [un communiqué conjoint](#), l'Union Africaine et la CEDEAO ont salué cette décision et ont invité tous les acteurs politiques et sociaux au dialogue de manière à établir un fichier électoral fiable et créer les conditions d'un scrutin crédible, libre et transparent. Il s'agit du 4^e report des élections législatives, qui devaient initialement se tenir il y a plus d'un an. La nouvelle date du double scrutin n'a pas encore été communiquée officiellement. Par ailleurs, une mission d'experts électoraux de la CEDEAO serait présente à Conakry depuis le 3 mars en vue d'apporter un appui aux organes de gestion des élections pour vérifier l'état actuel du fichier électoral guinéen.

41,8 M EUR de la Banque islamique de développement pour la route Boké-Quebo reliant la Guinée à la Guinée-Bissau : un avis général de passation de marchés publié

La Guinée a obtenu un financement de 41,8 M EUR de la Banque islamique de développement (BID) pour la construction de la route Boké-Québo, faisant partie du corridor routier Dakar-Lagos – identifié comme un axe important pour le développement et l'intégration économique de la sous-région dans le Programme de

développement des infrastructures en Afrique (PIDA) de l'Union africaine (UA) et le Programme régional de facilitation des transports de la CEDEAO. Il permettra de relier la Guinée à la Guinée-Bissau. A ce titre, le Ministère des Travaux Publics de Guinée a publié un avis général de passation de marchés détaillant les différentes composantes du projet. [Cet avis est disponible sur le site internet officiel du Ministère.](#)

La Guinée classée pays le plus attractif d'Afrique pour les investissements miniers par l'Institut Fraser

[Selon le rapport de l'enquête annuelle sur les sociétés minières 2019 du Fraser Institute publié le 25 février dernier](#), la République de Guinée occupe la première place en Afrique (sur 10 Etats) et la 20^{ème} place au niveau mondial (sur 73 Etats) dans le classement des Etats suivant l'Indice d'attractivité des investissements miniers. Le pays se démarque surtout par son potentiel minier qui est jugé comme étant le plus attractif parmi l'ensemble des pays ou Etats évalués. Cependant, la Guinée est souffre d'un environnement des affaires jugé peu attractif : elle fait partie des 10 pays où les politiques minières ainsi que le cadre des affaires sont perçus comme les moins favorables. La Guinée dispose d'un potentiel minier important et le secteur est l'un des piliers de l'économie nationale (plus de 10% du PIB et 80% exportations). [Elle dispose d'importantes réserves de plusieurs minerais, dont la bauxite \(40 Mds de tonnes\), le fer \(plus de 20 milliards de tonnes\), l'or \(plusieurs milliers de tonnes\), le diamant \(plus de 10 M carats\) et le calcaire \(des centaines de millions de tonnes\).](#)

Levée de l'interdiction des importations de marchandises par voie terrestre

Le gouvernement guinéen a levé, le 3 mars, [l'interdiction des importations de marchandises par voie terrestre](#). Celle-ci avait été décrétée il y a un mois pour des raisons sécuritaires à l'approche du double scrutin législatif et référendaire prévu le 1^{er} mars 2020.

GUINEE-BISSAU

La situation politique toujours fragile avec la coexistence de deux gouvernements

La situation politique en Guinée-Bissau demeure tendue. Même si le pays ne compte plus deux présidents investis (M. Cipriano Cassama, Président de l'Assemblée nationale, a démissionné après avoir été investi Président par intérim le 28 février soir devant la majorité des députés), [il compte désormais deux gouvernements](#) : l'ancien dirigé par Domingos Simões Pereira et le nouvellement constitué, qui est dirigé par Nuno Gomès Nabiam, nommé par Umaro Sissoco Embaló. Par ailleurs, le contentieux électoral étant toujours pendant devant la Cour Suprême, la CEDEAO a souligné dans [un communiqué](#) qu'elle ne peut pas reconnaître des organes créés et installés en dehors des cadres institutionnels et légaux. Par ailleurs, elle demande aux Forces de Défense et de Sécurité d'observer une position de neutralité absolue vis-à-vis des acteurs politiques.

LIBERIA

Le Liberia signe un accord de transbordement de minerai de fer avec une société singapourienne

Le Liberia a signé, le 3 mars 2020, [un protocole d'accord avec la société singapourienne Al Khaldiya Mining Private Ltd pour le transbordement de minerai de fer](#) en provenance de la Guinée voisine. La société pourra ainsi transborder 789 M tonnes de minerai de fer provenant de son projet Diecké en Guinée, à seulement 2 kilomètres au nord de Ganta, dans le comté libérien de Nimba. Selon le gouvernement, le transbordement générera des revenus bien nécessaires et stimulera la croissance du secteur minier qui, selon les estimations de la Banque mondiale, augmentera de 7,8 % cette année en raison de l'augmentation de la production d'or et de minerai de fer.

MALI

Financement de l'économie : lancement du calendrier 2020 d'émission de titres publics

Présidée par le Premier Ministre et ministre de l'Economie et des Finances et en présence du Directeur de l'Agence UMOA Titres et du Directeur national du Trésor et de la Comptabilité Publique, [la cérémonie de lancement du calendrier d'émission des titres publics 2020 du Mali s'est tenue le jeudi 27 février 2020 à Bamako](#). Le montant total des émissions prévues en 2020 s'élève à 667 Mds FCFA (1,02 Md EUR), dont 122 Mds FCFA (186 M EUR) à travers 6 émissions de bons du Trésor et 545 Mds FCFA (830,8 M EUR) à travers 16 émissions d'obligations du Trésor. Pour mémoire, le Trésor malien intervient depuis 2003 sur le marché financier régional. Il a mobilisé 543,9 Mds FCFA (829,1 M EUR) en 2019 à travers 20 émissions de Titres Publics (bons et obligations). Ces émissions ont pour finalité le financement des investissements nécessaires à la croissance et au développement économique du pays et de contribuer à la couverture des besoins ponctuels de Trésorerie de l'Etat.

MAURITANIE

Coupure générale d'internet suite à la rupture du câble Africa Coast to Europe (ACE)

[Depuis le 27 février, la Mauritanie est privée d'internet à haut débit](#). Selon l'autorité de régulation des télécommunications, l'interruption serait due à une ancre de bateau qui aurait sectionné le câble sous-marin de fibre optique qui relie l'Europe à l'Afrique. La panne a été localisée à 25 km des côtes mauritaniennes. Les opérateurs dépendent essentiellement de ce réseau pour l'accès à internet. Les activités économiques et commerciales sont paralysées dans le pays. Le consortium associant 22 membres, Etats, opérateurs nationaux et internationaux, a mobilisé un bateau qui a quitté les eaux britanniques le 3 mars afin de se rendre en Mauritanie. Les autorités envisagent le rétablissement des services Internet dans le milieu du mois de mars.

Nouakchott accueillera les journées des juristes des banques africaines du 7 au 9 avril prochain

[La capitale mauritanienne accueillera ces rencontres du 7 au 9 avril prochain](#), placées sous le thème de « la réglementation bancaire face au défi du numérique », à l'occasion du 20^{ème} anniversaire de l'Association africaine des juristes de banques et établissements financiers. Elles seront organisées avec l'appui du Club des dirigeants de banques et établissements de crédit d'Afrique, de l'Association de la profession bancaire de Mauritanie et de la Banque centrale de la Mauritanie. Ces journées aborderont plusieurs sujets : la digitalisation comme facteur d'inclusion financière, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (OHADA) et ses perspectives d'évolution, la responsabilité sociétale de l'entreprise (RSE) dans les banques au cœur de l'analyse de risque client, etc.

Don de matériels de sécurité à destination de l'aviation civile par le Japon d'une valeur de 1,7 M EUR

[La Mauritanie a reçu du Japon du matériel de sécurité destiné à l'aviation civile d'une valeur de 200 M Yen](#) (1,7 M EUR). Ce don est constitué de 2 véhicules pick-up 4x4, un bus, une vingtaine de miroirs d'inspection télescopiques, 4 scanners rayons X pour les cabines/soutes et diverses pièces de rechange. L'objectif est de renforcer le niveau de sécurité dans les aéroports mauritaniens, notamment à Nouakchott, Nouadhibou et Atar. Le matériel a été remis par l'ambassadeur du Japon, Ehara Norio, au secrétaire général du ministère mauritanien de l'Équipement et des Transports, Sadvi Ould Sidi Mohamed Samba.

400 nouvelles licences accordées aux pêcheurs sénégalais

[La Mauritanie a accordé aux pêcheurs sénégalais 400 nouvelles licences de pêche, portant leur capacité totale de captures à 50 000 tonnes](#). Les autorités précisent que la redevance est fixée à 16 USD (14,1 EUR) la tonne, soit un revenu potentiel de 800 000 USD (708 000 EUR) pour l'Etat. Cette annonce intervient suite à la visite officielle de Macky Sall en Mauritanie et dans un contexte social difficile à la frontière, où les pêcheurs sénégalais avaient organisé des manifestations et des émeutes afin de réclamer le renouvellement des licences de pêche en Mauritanie. Ce geste d'apaisement du gouvernement mauritanien illustre la volonté des deux

pays d'entretenir des relations cordiales afin de préparer dans les meilleures conditions l'exploitation du champ gazier Grand Tortue Ahmeyim, situé sur la frontière sénégal-mauritanienne.

La commission d'enquête parlementaire interroge sept anciens ministres sur le dossier « Arise »

Les députés mauritaniens ont mis en place le 31 janvier 2020 une commission d'enquête pour « faire la lumière » sur les 11 années au pouvoir de l'ex-président Mohamed Ould Abdel Aziz. Dans ce cadre, [la commission a décidé d'auditionner sept ministres de l'ancien président sur l'octroi du marché PPP pour la modernisation et l'exploitation du port de Nouakchott par la société Arise](#). Les sept ministres concernés sont : Moctar Ould Djaye, Nahy Ould Chrougha, Moctar Malal, Mohamed Ould Abdel Fattah, Lemina Mint El Ghotob Ould Mommeu, Mohamed Abdellahi Ould Oudaa, Yahya Ould Abdel Daiem. L'accord conclu avec la société Arise en 2018 comprend la création d'un quai et d'un terminal à conteneur et hydrocarbures pour un investissement global de 390 M USD (347,1 M EUR). Le directeur de la société Arise a également été entendu par la commission d'enquête qui devrait rendre ses conclusions au plus tard en juillet 2020.

NIGER

Hausse de 3 M EUR du capital de la Compagnie nouvelle assurance vie du Niger

[Les actionnaires de la Compagnie nouvelle assurance vie du Niger \(Cnavie-Niger\) ont décidé d'augmenter le capital social de la structure de 1,5 M EUR \(1 Md FCFA\) à 4,5 M EUR \(3 Mds FCFA\)](#). Cette initiative fait suite à une réforme adoptée en 2016 par la Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA) portant sur l'augmentation du capital social minimum des sociétés anonymes d'assurances et des fonds d'établissement des sociétés d'assurances mutuelles. Par cette décision, le capital social minimum des SAA est passé de 1,5 M EUR à 7,5 M EUR. Pour les SAA en activité qui ont un capital inférieur à ce minimum, elles avaient obligation de faire passer leur capital social à 4,5 M EUR au minimum jusqu'à fin 2019, puis à 7,5 M EUR jusqu'à fin 2021. [A fin juillet 2018, seulement 20 sociétés sur 87, qui avaient transmis un rapport de mise œuvre, étaient conformes à cette nouvelle disposition](#). Au Niger, le taux de pénétration du secteur de l'assurance est faible, estimé à environ 0,66%.

Clôture de la 6^e édition du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage

[La 6^e édition du Salon de l'Agriculture, de l'Hydraulique, de l'Environnement et de l'Elevage \(SAHEL-NIGER\), qui s'est tenu du 28 février au 4 mars 2020, avait pour thème « Modernisation du monde rural par la formation professionnelle et technique des jeunes : Enjeux et défis »](#). Le Salon a réuni 1 500 exposants répartis sur 420 stands. Une vingtaine de pays ont fait le déplacement dont 9 représentés par d'importantes délégations, telles que la Tunisie et le Maroc. Au total, 34 prix ont été décernés, dont les prestigieux prix du Président de la République, d'un montant de 7 500 EUR. Pour rappel, l'économie nigérienne repose majoritairement sur l'agriculture, qui représente près de 80% de l'emploi de la population active. La majorité de la production agricole est réalisée par des exploitations familiales de petite taille, tournées presque exclusivement vers l'autosubsistance et dont les techniques demeurent très traditionnelles.

SENEGAL

La SONATEL (Orange) réalise un chiffre d'affaires de 1 086 Mds F CFA en 2019

[La Société nationale de télécommunication \(SONATEL\) a réalisé un chiffre d'affaires de 1 086 Mds FCFA \(1,6 Md EUR\) en 2019, en hausse de 6,3% \(+64,6 Mds CFA\) par rapport à 2018](#). Les résultats, consolidés au 31 décembre 2019, montrent que cette croissance est tirée par tous les pays où le groupe est présent, avec des contributions plus importantes des filiales du Sénégal, de la Guinée et du Mali. Les revenus de l'activité mobile représenteraient 80,1% du chiffre d'affaires, soit 870,5 Mds FCFA (1,3 Md EUR). Les principaux relais de croissance, notamment la data mobile et les services financiers Orange Money ont progressé respectivement de 25% et 33% par rapport à 2018. Quant au résultat net consolidé du groupe, il s'élève à 196,8 Mds FCFA (300 M EUR), en repli de 2,7%, du fait principalement de la hausse des charges d'intérêts sur les emprunts et de l'augmentation du niveau des dotations aux amortissements.

Stratégie quinquennale de coopération entre les Etats-Unis et le Sénégal

[La cérémonie d'ouverture des Consultations USAID-Gouvernement du Sénégal pour l'élaboration de la nouvelle stratégie de coopération 2020-2025 entre le Sénégal et les Etats-Unis s'est déroulée le 25 février 2020](#) sous la présidence du Directeur-Pays de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) et le Ministre sénégalais de l'Economie, du Plan et de la Coopération. Ces consultations avaient pour objectif d'aboutir à des recommandations afin de mieux aligner la nouvelle stratégie-pays de l'USAID sur le Plan Sénégal Émergent pour la période 2020-2025. Selon le directeur de l'USAID au Sénégal, les financements de l'agence auraient atteints 74,3 Mds de FCFA (123 M USD) en 2019, concentrés notamment sur l'éducation, la santé et la réduction de la pauvreté.

Lancement d'un nouveau cycle d'attribution de licences de pétrole et de gaz à l'occasion du « Senegal Oil & Power »

[Le gouvernement sénégalais et Africa Oil & Power vont tenir les 27 et 28 mai 2020, une conférence annuelle dénommée « Senegal Oil & Power »](#) qui rassemblera tous les acteurs de la filière énergétique. Cette conférence aura pour thème « A New Wave of Investment » et verra le lancement de la seconde édition du guide d'investissement intitulé « Africa Energy Series : Senegal 2020 », publié avant la fin de l'année. La conférence mettra en valeur des acteurs et des projets dans l'ensemble des activités énergétiques : exploration pétrolière et gazière, fourniture de biens et de services locaux, infrastructures, financements, production et distribution d'électricité. Elle constituera une plateforme pour le lancement d'un nouveau cycle d'attribution de licences de pétrole et de gaz en eau profonde, comme annoncé l'an dernier lors de la conférence Africa Oil & Power au Cap.

SIERRA LEONE

La Banque centrale interdit la vente de devises étrangères sans licence

Le gouverneur de la Banque centrale de Sierra Leone a annoncé cette semaine [l'interdiction de la vente de devises étrangères par des vendeurs de rue](#) (connus localement sous le nom de « Dollar Boys ») et d'autres opérateurs sans licence, qui représenteraient plus de 80% des ventes de devises à des acheteurs non commerciaux.

TOGO

13,5 Mds FCFA pour l'implantation d'une usine de transformation de gingembre et de poivre d'ici 2022

[Le Directeur Général du groupe Boss Approche Agricole a posé, le 20 février, la première pierre de la future usine de transformation de gingembre et de poivre.](#) Le projet, porté par la société togolaise et ses associés allemands et canadiens, devrait mobiliser 13,5 Mds FCFA (20,6 M EUR). A l'issue de sa construction en 2022, cette unité devrait avoir une capacité annuelle de transformation de 200 000 T de gingembre brut. Son exploitation pourrait générer 1 000 emplois ouvriers pour la collecte, le stockage, le traitement, la transformation et la commercialisation du produit.

La Cour constitutionnelle confirme la réélection du Président Faure Gnassingbé

[Le président en exercice Faure Gnassingbé a obtenu 70,78% des suffrages exprimés](#), contre 19,46% pour l'opposant et ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo, selon les résultats définitifs de l'élection présidentielle du 22 février proclamés par la Cour constitutionnelle. En conséquence, la Cour a déclaré Faure Gnassingbé élu président de la République du Togo.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays¹</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers² (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)³</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁴</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁵</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

¹ Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

² Trade Map-2017

³ PNUD - Classement sur 189 pays

⁴ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁵ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque